

PREFECTURE DE L'OISE

Arrêté du 27 février 2006 mettant en demeure
la société FINISHTEX pour son établissement
de LASSIGNY de respecter certaines
dispositions de l'arrêté préfectoral du
2 février 1983

LE PREFET DE L'OISE

Officier de la Légion d'Honneur

Vu la loi 2000.321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu l'ordonnance 2000.914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement, notamment son livre V, titre I^{er}, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret 53.578 du 20 mai 1953 modifié et complété fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des dispositions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, reprises au livre V, titre I^{er} du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 février 1983 réglementant les activités de la société Finishtex ;

Vu les constats et l'avis de l'inspection des installations classées consignés dans un rapport en date du 12 janvier 2006 ;

CONSIDERANT

que la visite d'inspection du 2 décembre 2005 a mis en évidence le non respect par la société Finishtex des articles 1.6, 1.7 et 1.8 de l'arrêté préfectoral du 2 février 1983 ;

qu'il convient, conformément aux prescriptions de l'article L.514.1-I du Code de l'Environnement, de mettre en demeure la société Finishtex de respecter les prescriptions de

son arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement et notamment la sécurité, la santé et la salubrité publique, la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

AR R E T E

Article 1er :

La société Finishtex, dont l'usine est située rue de la Croix-Saint-Claude à Lassigny (60310), est mise en demeure de se mettre en conformité sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté avec les articles 1.6, 1.7, 1.8 et 1.13 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 2 février 1983.

Les éléments justifiant la réalisation des actions correctives permettant les mises en conformité seront transmis à l'inspection des installations classées dès leur réalisation.

Article 2 :

Les dispositions du présent arrêté ne présagent pas des mesures complémentaires qui pourraient être imposées à l'exploitant au vu de l'évolution des conséquences entraînées par les non-conformités constatées.

Article 3 :

En cas de non respect des dispositions du présent arrêté, les sanctions administratives prévues à l'article L-514-1 du livre V- titre 1er du Code de l'Environnement pourront être appliquées sans préjudice de sanctions pénales.

Article 4 :

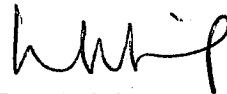
En cas de contestation, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous préfet de Compiègne, le maire de Lassigny, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement de Picardie, l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 27 février 2006

pour le préfet,
le secrétaire général ,



Jean-Régis BORIUS